

Chefs-d'œuvre de la peinture impériale des Qing

Plus d'une centaine de chefs-d'œuvre des dynasties Ming et Qing, à savoir des rouleaux monochromes et des feuilles d'album, des peintures sur éventails, des estampes, des porcelaines, des albums de sceaux impériaux ainsi que des ouvrages, sont exposées jusqu'au 24 juillet au Musée des Arts asiatiques Guimet à Paris. Celui-ci célèbre le cinquantième anniversaire de sa réouverture après rénovation en invitant le public à découvrir son «trésor»: les somptueux rouleaux impériaux de l'un des plus grands moments de l'histoire de la Chine.

Il s'agit d'œuvres trop précieuses pour être présentées au public en dehors d'événements exceptionnels. Il faut savoir aussi que certains de ces rouleaux mesurent jusqu'à seize mètres. Ils sont habités de somptueuses couleurs et proposent des scènes pleines de vie se déroulant dans de poétiques paysages, dressant ainsi un véritable panorama de la Chine des XVII^e et XVIII^e siècles.

Le visiteur se rendra également compte que cette tradition, pourtant profondément chinoise, aura exercé une puissante force d'attraction sur des artistes occidentaux qui avaient été appelés à collaborer à la

réalisation des commandes impériales. Ce fut le cas notamment pour le jésuite Castiglione qui devint le peintre officiel de l'empereur Qianlong.

Le Musée de Taipei a prêté pour l'exposition deux œuvres de Castiglione, dont la célèbre peinture «*L'impératrice surveillant les rites de la sériciculture*» qui est un «must» dans le genre.

De surcroît, les riches collections du musée dans les domaines de la peinture et de la porcelaine, tout comme les procédés techniques et stylistiques de la peinture, apportent au visiteur des éléments de réflexion sur la mise en espace, non seulement des motifs de paysage, mais aussi des personnages et des scènes historiées.

L'exposition est accompagnée d'un catalogue abondamment illustré (45 €) et d'un «petit journal» (3,50 €). Elle est accessible au public tous les jours, hormis le mardi, de 10 à 18h00. Le Musée Guimet est situé 6 place Iéna, dans le XVI^e arrondissement.

Informations: Tél.: 00 33 1 56 52 53 00 et le site www.museeeguimet.fr.

José VANDERVEEREN

Où trouver le DR ?

Ils sont nombreux nos amis à nous demander où peut-on trouver le DR! Et bien, notre réseau de distribution-vente commence à se développer. Ainsi, vous le trouverez à :

Bruxelles: Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles.

Charleroi: Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse - 6000 Charleroi.

Gand: De Brug, 1 Phoenixstraat - 9000 Gand.

La Louvière: Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I - 7100 La Louvière.

Liège: Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse - 4000 Liège.

Mons: Librairie du Parc, 24 rue du Parc - 7000 Mons.

Namur: Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place - 5000 Namur.

Tournai: Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis - 7500 Tournai.

Sommaire

LIBERTÉS :
Lettre de prison
de Bahar Kimyongür, p. 2

TURQUIE :
Quand la critique
est assimilée au terrorisme
Entretien de Djamel BENMERAD, p. 3

Le génocide des Arméniens
Taylan COSKUN et
Roland VARTANIAN, p. 4

VIE DU PARTI :
Élections communales:
Comment Liège se prépare
à la bataille, p. 5

Premier mai en Wallonie et à Bruxelles
pp. 6 et 7

La parole aux lecteurs
Document sur la grève de 60-61, p. 8

SPORT-SPECTACLE :
Du pain, des jeux... et un peu d'opium
Jérôme HILL, p. 9

SOCIAL :
Où va la FGTB ?
Sébastien BATAILLE, pp. 10 et 11

Chronique des voyous, pp. 12 et 13

Grands patrons et petits valets
Pablo RODRIGUEZ, p. 13

ÉNERGIE :
Pourquoi il faut sortir du nucléaire
Pierre EYBEN, pp. 14 et 15

INTERNATIONAL :
Premier mai au Togo
Jean WANTIEZ, p. 16

Il y a urgence à parler de l'OTAN!
p. 17

MÉMOIRE :
Il y a 70 ans:
La guerre civile d'Espagne, p. 18

LIVRES :
Plaidoyer pour
une éducation à la non-violence

**Un atlas pour
lutter contre l'impérialisme**
José VANDERVEEREN, p. 19

EXPO :
Chefs-d'œuvre
de la peinture impériale des Qing
José VANDERVEEREN, p. 20

Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable: Pierre Beauvois
Adresse: 9, rue Rouppe - 1000 Bruxelles
Tél: 02/503.35.80 - Fax: 02/511.34.96
Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement annuel: 15€ - Etranger: 23€
Envoyé sous enveloppe fermée
Abonnement de soutien: 25 et 50€
Chômeurs, étudiants: 8€
ING: 310-1877676-36

Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

N° 13
Juillet - Août 2006

1 €

Éditorial

Les affaires, à Charleroi, à Namur et ailleurs, tombent à point nommé pour faire oublier certaines réalités autrement plus dérangeantes, car elles touchent la majorité de la population - celle qui vit de son travail, quand elle en a, et non de l'exploitation du travail des autres; celle qui donne au pays un souffle de vie plutôt que de participer au pillage des richesses par la mondialisation libérale.

La réalité que cachent les «affaires», c'est la paupérisation de plus en plus prononcée des populations, et notamment les travailleurs qui éprouvent toujours plus de mal à vivre décemment des revenus de leurs activités. Au cours des années 1950, la Belgique était, avec la Suisse, le seul pays européen qui n'avait pas de dette et pouvait se permettre de prêter aux autres. Et pourtant, les salaires progressaient plus vite que le coût réel de la vie! L'ouvrier belge considérait comme une promotion sociale le fait d'être la seule source de revenus de sa famille, laissant à son épouse le soin d'élever les enfants et de «faire tourner» le ménage.

À la fin des années 50, lorsque l'économie belge a abandonné le «tout à la production» pour le

Au-delà des «affaires»



développement des activités de service, ce nouveau type d'emploi a séduit les femmes, qui trouvaient là un outil de nécessaire émancipation, et les employeurs qui encourageaient une manière de mettre en concurrence hommes et femmes et d'endiguer la hausse des salaires «masculins». Cette dynamique cherchant à maximiser par tous les moyens possibles le pro-

fit du patronat sur le dos des travailleurs n'a pas cessé depuis.

Le vrai scandale carolo consiste donc en le fait que des élus, qui auraient dû consacrer leur énergie à combattre l'évolution vers le bas des salaires et l'envolée indécente

des revenus des actionnaires ainsi que de leurs caniches (voir notre *Chronique des voyous*), ces élus n'ont rien fait pour endiguer l'inexorable naufrage social de la Belgique, préférant s'installer dans un système mafieux dont ils sont les principaux bénéficiaires.

Au rayon des augmentations indécentes, les élus, en général, ne sont pas en reste. Alors qu'ils prêchent la modération salariale, ils profitent des fins de sessions parlementaires pour donner un coup de pouce, tantôt à leurs indemnités, tantôt à leurs plans de retraite, tantôt à des allocations diverses. C'est d'autant plus inadmissible que ces mêmes élus ont failli à tous leurs devoirs de défense de l'intérêt général, c'est-à-dire la résistance aux diktats de l'économie libérale, mais aussi l'établissement et la mise en application d'un vrai projet de société. Au lieu de cela, ils se contentent de gérer le malaise de plus en plus palpable, essayant ainsi de retarder le plus possible le tsunami politico-social que ladite situation porte en son sein. ●

Retrouvez en différé le drapeau rouge,
ainsi que bien d'autres sujets, sur le site du Parti Communiste
www.particommuniste.be

le drapeau rouge

Lettre de prison

«Chers camarades, chers amis,

Je voudrais d'abord exprimer ma gratitude et ma reconnaissance envers vous toutes et vous tous qui avez contribué à la campagne qui permettra ma libération. J'en suis très ému.

Grâce à vous, le poids de l'incarcération et les souffrances engendrées par l'isolement me sont devenus plus agréables à supporter. A vrai dire, je ne me sens pas seul car vous êtes dans mes pensées à chaque instant. C'est comme si vous étiez tous à mes côtés dans ma cellule, c'est comme si j'étais parmi vous. Je crois que les procédures judiciaires lancées à mon encontre en Belgique, aux Pays-Bas et en Turquie ne sont rien d'autre qu'une tentative d'intimidation et même de terrorisation.

Parce que j'ai rêvé d'une Turquie libre et d'un monde juste, parce que j'ai tenu des propos et commis des actions trop dérangeants pour les Seigneurs de ce monde. Parce que j'adhère à un mouvement révolutionnaire qui correspond à mes idéaux. Parce que j'ai pensé trop haut et trop fort.

Et quand je les vois déployer tout un dispositif policier et judiciaire international pour finalement si peu, je dis non ! Je ne marche pas là dedans. Je ne me laisserai pas faire. Je suis si heureux de voir que vous êtes nombreux à réagir de la sorte. Si nombreux à refuser le terrorisme intellectuel avec sa pensée unique et à dénoncer le terrorisme policier et leurs inquisitions.

Croyez-moi, je ne m'inquiète aucunement pour mon sort. Je me dis d'abord qu'il existe des situations bien pires que la mienne. Et ne perdons pas de vue une chose, je ne suis ni à Guantanamo, ni à Abu Ghraib, ni dans aucune autre prison de la CIA. Je serais même tenté de dire qu'actuellement je suis heureux. Heureux pour tous les pauvres de Bolivie depuis que Morales a décrété la nationalisation des hydrocarbures. Heureux de voir

que le peuple de Bassorah s'est soulevé contre les occupants britanniques. Heureux aussi de voir le Forum social européen et la manifestation à Athènes contre l'occupation de l'Irak et contre les menaces d'invasion de l'Iran.

Je suis en revanche triste d'avoir appris le décès d'une 122^{ème} camarade en grève de la faim, dans ce conflit qui, selon les dires mêmes du bâtonnier d'Istanbul, «pourrait être réglé en 10 minutes». C'est-à-dire, une et une seule minute pour rédiger le décret de la levée de l'isolement dans les prisons de type F, et neuf minutes pour les faxer dans les différentes prisons. J'espère que cette campagne de solidarité par laquelle vous m'honorez suscitera un intérêt et une sensibilisation de votre part à l'égard de ces prisonniers politiques de Turquie dont les conditions de détention sont autrement plus inhumaines.

Je vous demande en outre de saluer chaleureusement mes camarades co-accusés qui comparaitront à la Cour d'appel de Gand.

Je vous remercie pour tout ce que vous avez déjà fait, pour tout ce que vous faites. Je vous embrasse avec toute mon affection...

Bahar.»



Communiqué de presse

Motion de soutien à Bahar Kimyongür adoptée au Conseil d'administration de l'ULB du 22 mai 2006. Elle a été envoyée au Ministre des affaires étrangères, au Ministre de l'intérieur et au Ministre de la justice.

«L'Université libre de Bruxelles demande au gouvernement belge de protéger son ressortissant, Bahar Kimyongür, diplômé de l'ULB, actuellement incarcéré aux Pays-Bas, afin qu'il ne soit pas extradé vers la Turquie mais rapatrié vers notre pays».

Après la mort de Jo Van Holsbeeck : Plaidoyer pour une éducation à la non-violence

«Pour une éducation à la non-violence ; activités pour éduquer les 8/12 ans à la paix et à la transformation des conflits», est le titre du livre de Jeanne Gerber que vient de rééditer la maison d'édition «Couleur livres» et qui propose des outils pédagogiques pour «transformer» les conflits qui, même s'ils ne vont pas disparaître ou être complètement résolus, pourront néanmoins être transformés en une solution à laquelle on n'avait pas encore pensé.

Il s'agit d'un domaine souvent négligé dans l'enseignement primaire. Des drames qui secouent la société, comme celui de l'assassinat de Jo Van Holsbeeck, suscitent beaucoup d'émotions mais révèlent aussi que, en

matière de prévention, il reste beaucoup de choses à faire en la matière.

L'auteur propose donc une série d'activités pratiques à réaliser avec des enfants de 8 à 12 ans. Ces activités intègrent à la fois l'intelligence, le corps et l'affectif et cela en racontant des histoires, mais aussi en proposant des jeux, des chants et, en tout cas, des moments de partage. Il peut s'agir d'exercices individuels ou de jeux à deux ou en petits groupes. En fin de compte, l'auteur perçoit le conflit comme une source d'énergie et un facteur de changement. La démarche proposée peut conduire à un retour de confiance en soi, en l'autre et, finalement, en l'inconnu, ce qui est le nœud

de la victoire sur le conflit, voire la guerre, et du retour à la «paix».

Jeanne Gerber arrive à la conclusion qu'il convient de parvenir à décoder notre communication avec l'autre et cela en prêtant attention à l'origine réelle des problèmes, en analysant nos réactions et en effectuant des efforts pour évoluer dans nos attitudes et nos comportements.

L'ouvrage, qui s'adresse avant tout aux parents et aux enseignants, mais qui intéressera sans aucun doute aussi les éducateurs, assistants sociaux et psychologues, est vendu au prix de 18 €.

José VANDERVEEREN

Un atlas pour lutter contre l'impérialisme

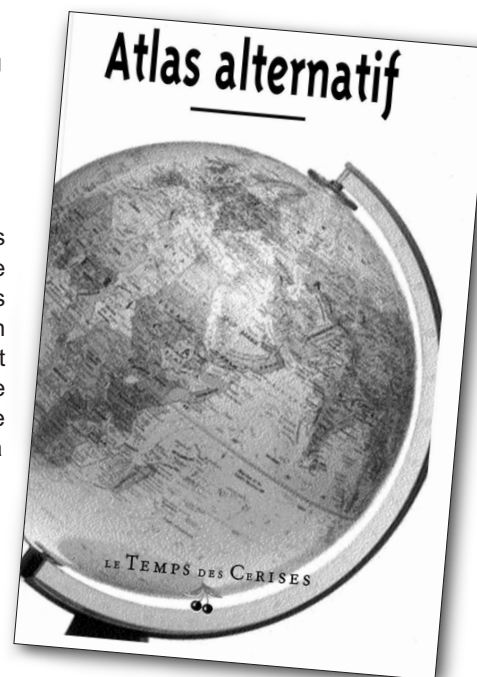
Les éditions «Le Temps des Cerises» viennent de publier un ouvrage original, consacré aux interventions occidentales de par le monde et constitué de deux grandes sections : une analyse des caractéristiques générales de l'impérialisme, suivie d'une approche par zone géographique. Nous vous en livrons ici le quatrième de couverture et recommandons son acquisition à tous les militants anti-impérialistes et pacifistes.

Au cours des quinze dernières années, la violence de l'exploitation capitaliste n'a cessé de se développer de par le monde, encouragée par des structures étatiques nationales ou multinationales. Cette violence s'est accompagnée, sur le plan politique, d'une forme de néo-colonialisme généralisé. Privé des alibis de la guerre froide, l'impérialisme politique et militaire occidental s'est abrité sous les oripeaux médiatiques de la défense des droits de l'homme pour renforcer l'hégémonie de la superpuissance américaine et de ses alliés.

Afin de contribuer à l'information des opinions publiques façonnées par le point de vue unilatéral des grands groupes médiatiques, et à la mobilisation des forces de résistance, il nous est apparu nécessaire de publier un ouvrage qui présente, sans ethnocentrisme, une vision objective et factuelle de l'état de la domination occidentale dans le monde et des méfaits qu'elle occasionne.

Pour ce faire, nous avons réuni une équipe de 42 contributeurs-journalistes, universitaires, militants – issus d'horizons culturels très variés. Situé résolument à gauche, l'éventail des contributeurs reflète cependant la diversité du courant progressiste – socialisme libertaire, communisme(s), altermondialisme...

On peut ainsi espérer que cet ouvrage, comme instrument de connaissance et de luttes, contribuera à renforcer l'opposition aux technostructures dominantes, dans la poursuite d'un idéal d'émancipation des peuples.



Ouvrage collectif dirigé par Frédéric Delorca, préfacé par Jean Bricmont, avec notamment les contributions de Samir Amin, Chris Black, Danielle Bleitrach, Bruno Drweski, Raoul Marc Jennar, Diana Johnstone, Georges Labica.

Atlas alternatif,
Le Temps des Cerises,
mai 2006, 20 €.

Il y a 70 ans : La guerre civile d'Espagne

Le 17 juillet 1936, la vieille droite espagnole, riche de ses privilèges qu'elle croyait immuables et ne supportant plus que la jeune République osât les questionner, lançait un putsch pour en finir avec cette expérience insolente. Elle croyait qu'elle allait «régler» en quelques jours tant d'impertinence populaire.

Ces «quelques» jours devinrent trois interminables années de résistance et d'héroïsme. À l'occasion de cet inoubliable anniversaire, nous publions des fragments d'un poème de Neruda, ainsi que la préface que, pour son édition française, signait Louis Aragon, un autre grand poète communiste.

J'explique certaines choses*

Et un matin tout était en feu,
et un matin les bûchers
sortaient de la terre
dévorent les êtres vivants,
et dès lors ce fut le feu,
ce fut la poudre,
et ce fut le sang.

*Des bandits avec des avions, avec des Maures,
des bandits avec des bagues et des duchesses,
des bandits avec des moines noirs pour bénir
tombaient du ciel pour tuer des enfants,
et à travers les rues le sang des enfants
coulait simplement, comme du sang d'enfants.*

Chacals que le chacal repousserait,
pierres que le dur chardon mordrait
en crachant,
vipères que les vipères détesteraient !

Face à vous j'ai vu le sang
de l'Espagne se lever
pour vous noyer dans une seule vague
d'orgueil et de couteaux !

Généraux
de trahison :
regardez ma maison morte,
regardez l'Espagne brisée :
mais de chaque maison morte surgit,
au lieu de fleurs, un métal ardent
mais de chaque brèche d'Espagne
surgit l'Espagne,

mais de chaque enfant mort surgit un
fusil avec des yeux,
mais de chaque crime naissent des
balles
qui trouveront un jour l'endroit
de votre cœur.

*Vous allez demander pourquoi ma
poésie
ne parle-t-elle pas du rêve, des
feuilles,
des grands volcans de mon pays
natal?*

Venez voir le sang dans les rues,
venez voir
le sang dans les rues,
venez voir
le sang dans les rues !!

* Pablo Neruda : dans *Résidence sur la terre*, III. Gallimard, 1972.

Préface à l'édition française (fragments)

Dans le moment où la barbarie s'abat sur l'Espagne, dans le moment où Garcia Lorca meurt, et où tout ce qui était le cœur chantant d'un pays est menacé par l'envahisseur étranger, une voix se fait entendre, une voix très pure, qui reprend le trésor espagnol à la source, et l'élève aux yeux du monde, au-dessus de l'orage, à une hauteur que ne peuvent atteindre les eaux du naufrage.

Or, voici qu'il y a un an, lorsque les écrivains de tous les pays tinrent à Madrid leurs assises solennelles, il y eut comme une découverte et une reconnaissance. Parmi eux, se trouvait Pablo Neruda, Chilien. Il n'était pas là comme un voyageur. Il avait partagé le sort de Madrid, comme consul de son pays. Comme tel, il avait si clairement pris le parti de la République, que le gouvernement du Chili le rappela. Cet homme courageux était par ailleurs un poète. Et

l'un des plus grands poètes vivants du monde entier.

Sa voix, dans les années qui précédèrent la tourmente espagnole, s'était fait entendre avec cette timide assurance du génie. Une poésie qui ne hausse jamais le ton, comme chuchotée d'abord, puis qui s'amplifie. En elle, peu à peu, venait à s'inscrire l'univers entier.

Aragon

Regards sur les luttes d'aujourd'hui Quand la critique est assimilée au terrorisme

Ce mois-ci, nous donnons la parole à Deniz Demirkapi, épouse de Bahar Kimyongür, militant du DHKC (Front révolutionnaire de libération du peuple). Victime d'une collaboration policière «triangulaire», ce ressortissant belge est emprisonné depuis le 28 avril aux Pays-Bas et risque d'être extradé en Turquie où il est sous le coup d'un mandat d'arrêt. Au-delà du «cas Bahar», outre la nature répressive du régime turc, se pose la grave question de l'atteinte aux libertés organisée par les gestionnaires du nouvel ordre juridique européen, sous prétexte de «lutte contre le terrorisme».



Drapeau Rouge: Sous quel motif votre époux, Bahar Kimyongür, a-t-il été arrêté ?

Deniz Demirkapi: Il faut raconter d'abord les conditions et le contexte de cette arrestation. Mon époux se rendait en Hollande pour assister à une activité culturelle turque. À peine franchie la frontière hollandaise, sa voiture a été

prise en chasse par deux véhicules banalisés occupés par des individus en civil qui finirent par lui faire signe d'arrêter à environ 40 km d'Amsterdam. Le prétexte était un imaginaire excès de vitesse. Puis, on prétendit que le véhicule dans lequel il se trouvait avait été signalé comme volé... alors que les papiers de la voiture ne furent même pas demandés. Il s'agissait de vérifier qu'il s'agissait bien de mon époux. Il lui signifiaient alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par la Turquie et procédèrent à son arrestation. On apprendra plus tard que, d'après le dossier de l'instruction, la veille de son arrestation, la Turquie avait mis en garde les Pays-Bas quant à l'éventuelle entrée de Bahar sur leur territoire.

DR: En cas de mandat d'arrêt international, les autorités belges en étaient fatalement informées et devaient donc en informer votre époux qui est ressortissant belge.

D.D.: Au contraire, la Belgique voulait faire un cadeau à la Turquie pour compenser l'évasion de Fehriye Erdal. Ici, les lois interdisent d'extrader un ressortissant belge, les autorités ont donc laissé Bahar se jeter dans la gueule du loup en Hollande où il était attendu.

DR: Que dit ce mandat d'arrêt international émis par la Turquie ?

D.D.: Il est reproché à Bahar
① d'avoir interpellé un ministre turc au Parlement européen,
② d'avoir observé une grève de la faim en solidarité avec des camarades détenus en Allemagne,
③ d'avoir assisté (au même titre que de nombreux citoyens) au procès de Fehriye Erdal.

Ce sont des accusations fantaisistes dans la mesure où l'interpellation du ministre turc s'est faite au sein d'une institution euro-péenne, en l'occurrence le Parlement européen, c'est donc à cette institution de porter plainte, ce qu'elle n'a pas fait. Les deux autres points contenus dans le mandat sont

ridicules. Par exemple, lors du procès de Fehriye Erdal, plus de 50 personnes étaient présentes à chaque séance. On devrait, dans ce cas, arrêter toutes ces personnes. Les prisons belges ne suffiraient plus.

DR: Dans ce cas, et juridiquement, la balle est dans le camp de la Belgique ?

D.D.: Oui, Bahar étant ressortissant belge (il est né en Belgique, NDLR), c'est à l'État belge de le protéger. La balle est aussi dans le camp des démocrates et des progressistes, car le combat de Bahar est le leur.

DR: Bahar a déjà subi un procès en Belgique.

D.D.: Oui, c'était le 28 février dernier au tribunal de Bruges. Il faut signaler, et c'est très important, que juste un mois après son arrestation à cette occasion, la Turquie a émis un premier mandat international contre Bahar pour avoir traduit un communiqué du DHKC et pour appartenance à organisation terroriste. Bahar a donc été jugé en Belgique, ainsi que d'autres de ses camarades. Il a été condamné à 4 ans de prison ferme, mais la justice l'a laissé en liberté.

DR: Que risque votre époux actuellement en prison en Hollande ?

D.D.: Bahar risque l'extradition, c'est-à-dire l'antichambre de la mort. Il sera d'abord «réceptionné» par la police turque qui, comme vous le savez, jouit d'une réputation mondiale en matière de torture. Il sera ensuite enfermé dans une prison de type F, système carcéral contre lequel Bahar et les camarades se battent depuis tant d'années. Les prisons de type F sont des prisons où les détenus sont isolés et à la merci de l'humeur des gardiens qui ont droit de vie et de mort sur eux. L'isolement est en lui-même une torture. À l'instant où je vous parle, 122 prisonniers sont morts dans ces prisons. Ainsi, il risque d'être livré aux tortionnaires dont il dénonce les crimes.

Le génocide des Arméniens : point de vue de deux communistes⁽¹⁾

Le 24 avril 1915 marque le premier génocide du XX^e siècle : le massacre de centaines de milliers d'Arméniens d'Anatolie par l'armée régulière et les bandes commandées par le gouvernement ottoman, Ittihat ve Terakki. C'est la date d'une catastrophe humaine, culturelle et historique d'une envergure sans précédent pour des peuples qui ont vécu ensemble durant des siècles : d'abord pour les Arméniens, mais aussi pour les Kurdes et pour les Turcs.

Ce génocide n'est toujours pas reconnu par l'État turc, et toujours nié par une idéologie nationaliste et xénophobe, responsable de bien d'autres méfaits contre les progressistes, les démocrates et les humanistes de Turquie. Or des voix s'élèvent aujourd'hui en Turquie pour refuser le négationnisme, pour dire ce qui s'est passé en 1915 et pour défendre la cause des peuples. Elles sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus écoutées.

La grande catastrophe du 24 avril doit être reconnue pour ce qu'elle est par l'État de la République de Turquie. Cette reconnaissance, cet acte politique et juridique sera, certes, un pas important pour l'établissement des responsabilités et pour avancer sur le chemin difficile de l'accomplissement d'un authentique devoir de mémoire.

Pour nous, communistes d'origines arménienne et turque, ce devoir de mémoire implique, bien sûr et en premier lieu, que les responsabilités des autorités ottomanes dans ce génocide soient officiellement et publiquement reconnues par l'État turc qui doit en tirer les conséquences en vue d'une réconciliation historique.

Il implique en second lieu que les complicités actives et permissives des

puissances impérialistes de l'époque soient établies, celles notamment de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la France et de la Russie tsariste. Car le génocide de 1915 n'est pas simplement le fait isolé de quelques dirigeants voyous et d'un appareil d'État dévoyé et criminel : nous ne devons pas oublier qu'il s'est déroulé dans le contexte d'une guerre mondiale, conséquence des menées prédatrices des forces capitalistes contre les peuples.

Pour nous, communistes, ce devoir de mémoire consiste à voir l'histoire du point de vue de la fraternité des peuples, à la juger avec les yeux des victimes ; c'est refuser la parole de haine des nationalismes et des fanatismes religieux de tous bords. Ces idéologies de mosquée, d'église et de caserne sont encore aujourd'hui vivantes et agissantes, elles sont à l'origine de renfermements et de comportements communautaristes violents : elles doivent être encore aujourd'hui combattues avec fermeté.

Pour nous, communistes, ce devoir de mémoire consiste à rappeler les noms de ceux qui ont résisté, de ceux qui se sont sacrifiés, de ceux qui ont espéré, de ceux qui ont désobéi avec courage au moment du choix, de ces Turcs et de ces Kurdes qui ont tendu la main aux victimes et ont sauvé des vies en risquant les leurs. Ces noms sont les oubliés, les effacés et les refoyés de l'histoire car, par leur existence même, ils réfutent les discours de désespérance.

Ce devoir de mémoire, ce sont tout ensemble les œuvres du poète turc Nazim Hikmet et celles du compositeur arménien Komitas. Ce devoir de mémoire, c'est le lien qui unit les noms de Mustafa Suphi, fondateur du Parti communiste de Turquie, tué au moment de débarquer sur les rives de la mer Noire pour

combattre les forces impérialistes qui occupaient son pays en 1920, et de Missak Manouchian, communiste arménien, survivant du génocide de 1915, et mort sous les balles nazies avec ses 22 autres camarades des FTP-MOI.

Hier comme aujourd'hui, ce devoir de mémoire est indissoluble de l'esprit de la Résistance : résistance aux oppressions, aux injustices, aux inégalités, résistance au capitalisme, aux guerres et aux violences contre les peuples.

À l'heure où la mémoire des peuples est de plus en plus accaparée par des politiques d'État au nom d'intérêts bien compris et par des réflexes communautaristes d'un autre âge, à l'heure où le libéralisme tente d'étendre sa domination partout dans le monde, les communistes ne doivent pas se laisser de rappeler ces vérités élémentaires. Nous devons continuer à parler haut et fort le langage de la fraternité humaine. C'est notre conviction : conviction de deux communistes qui ont un même combat, celui pour l'émancipation des peuples.

En ce jour de souffrance mais aussi d'espoir, nous voulons partager cette conviction avec tous ceux, notamment les jeunes, pour qui ces vers de Nazim Hikmet disent avec force l'horizon indépassable du monde que nous voulons construire :

*«Vivre seuls et libres comme un arbre
Fraternel comme une forêt
Telle est notre nostalgie».*

**Taylan COSKUN
et Roland VARTANIAN**

⁽¹⁾ Texte publié originellement dans *L'Humanité* du 24 avril 2006.

de la Turquie un respect réel des droits de l'homme, elle lui demande simplement de se faire un lifting superficiel pour paraître présentable.

DR: La solidarité... ?

D.D.: Nous sommes soutenus dans notre combat par plusieurs organisations et personnalités. Je citerai, et ceux que j'oublie me pardonneront, quatre organisations de Turquie : l'Institut kurde de Bruxelles, la fondation Info-turc, l'Association des Arméniens de Belgique, l'Association des Assyriens de Belgique, et Euromed.

Parmi les personnalités, il y a Dieudonné, Pierre Galand, Philippe Geluck, Jean Cornil, Josy Dubié, qui lui ont rendu visite ce 16 juin en prison. Il s'agit d'un combat symbolique. Si Bahar est extradé vers la Turquie, toute personne développant un argumentaire critique contre les pouvoirs en place et agissant en conséquence pourra dorénavant être taxée de terroriste et punie. Ce qui remettrait en cause la liberté d'expression et d'association de tous les citoyens.

Entretien réalisé par
Djamal BENMERAD

Il y a urgence à parler de l'OTAN !

On parle beaucoup de sécurité des citoyens pour le moment. Mais la sécurité collective et le droit à la paix de la population de notre pays, comme du reste du monde, sont traités de façon beaucoup plus discrète. Les dirigeants politiques, toutes tendances confondues, assurent que «*cela n'intéresse pas les gens*». En parlant ainsi, ils essaient peut-être de se rassurer eux-mêmes et se disent qu'ils peuvent faire n'importe quoi dans l'ombre.

L'appartenance de la Belgique à l'OTAN est une question tabou, c'est le secret-défense, ce sont les manœuvres diplomatiques et militaires menées dans le plus grand silence médiatique. Plusieurs députés ont récemment exprimé leur préoccupation et leur mécontentement d'une telle situation. Les associations de paix commencent à se mobiliser pour mettre le débat sur la place publique.

Une réunion au plus haut sommet de l'OTAN doit se tenir bientôt pour discuter «l'avenir» de l'Alliance. Le Parlement belge se propose – enfin ! – d'engager un débat public sur la question. Mais une séance publique sur l'OTAN ne suffit pas pour définir ou redéfinir des positions. Il faut aussi et surtout en débattre au sein des forces de gauche !

Il est frappant de constater le peu d'intérêt que les partis de gauche donnent à ce dossier. Il est pourtant un pilier essentiel de toute politique extérieure démocratique et progressiste. Sur les questions de sécurité collective et de défense militaire, la droite mène le bal jusqu'à présent. S'il y a quelques contestations parlementaires, elles sont le fait personnel de députés ou sénateurs courageux. Les rares fois où le Parlement a dû voter ou se prononcer, c'était l'unanimité pour maintenir l'allégeance à l'OTAN.

Cependant, à force de passivité ou d'aveuglement, la gauche devient complice de la plus grande entreprise militaire impérialiste de notre époque. Et cet impérialisme n'est pas seulement

nord-américain, il est aussi européen et il embarque les populations dans des aventures guerrières d'un bout à l'autre du monde, bien loin de la défense de notre territoire. Depuis ses bombardements sur la Yougoslavie, l'OTAN a participé aux agressions de l'Irak et de l'Afghanistan. Son champ d'action s'étend sur tous les continents.

On retrouve des forces de l'OTAN aux côtés des États-Unis dans la Mer des Caraïbes pour participer à de gigantesques manœuvres navales comprenant des sous-marins nucléaires pour des «missions de surveillance de télécommunications». Au même moment, le gouvernement hollandais accuse le gouvernement de Hugo Chavez du Venezuela de vouloir envahir l'île de Curaçao (colonie des Pays-Bas) et se considère menacé. Des forces militaires hollandaises sont en état d'alerte. Il semble que des forces belges prêteraient main forte à ces manœuvres. D'autres manœuvres militaires otaniennes auront lieu prochainement dans la Méditerranée et Israël est invité à y participer. L'OTAN est sollicitée par certains milieux de l'ONU pour faire la police au Darfour. L'OTAN devient le gendarme du monde, ce n'est pas un slogan, mais une inquiétante réalité.

La «lutte contre le terrorisme» est devenue sa nouvelle doctrine. Mais la définition du terrorisme est établie en fonction des besoins et des intérêts des puissances capitalistes occidentales, européennes et nord-américaines, et non pas en fonction de la sécurité collective des populations de ces pays. Comme le déclarait cyniquement l'ambassadeur de la Belgique à l'OTAN : «*si notre approvisionnement en énergie*

se trouvait menacé, l'OTAN devra assurer celui-ci militairement». Donc, les «terroristes» visés pourront être des États, comme le Venezuela et la Bolivie, qui veulent mettre les richesses énergétiques de leur pays au service de leur population et réduire les profits des multinationales ou comme l'Irak qui résiste aux diktats de l'administration Bush.

C'est en ce moment aussi que l'administration Bush et le Pentagone déclarent que «*l'Iran constitue la plus grande menace sur la sécurité du monde*» et se donnent le droit de mener une guerre préventive, peut-être nucléaire. L'OTAN va se trouver rapidement engagée dans cette course infernale vers une nouvelle guerre. Elle est déjà bien présente en Irak et la Belgique participe indirectement à l'occupation de ce pays. Les forces militaires belges sont très actives en Afghanistan. L'escalade des attaques médiatiques contre l'Iran prépare l'opinion publique à une autre guerre dans le Moyen-Orient.

La gauche doit dénoncer cette politique d'allégeance à l'OTAN contraire aux intérêts de la population de notre pays. Elle doit refuser les bombes atomiques à Kleine Brogel, «prix à payer» de l'adhésion belge à l'Alliance Atlantique. Elle doit dénoncer une Justice otanienne qui poursuit les militants pacifistes parce qu'ils critiquent les positions du ministre des Affaires étrangères De Gucht, parce qu'ils organisent des «*bomspottings*» contre les bases de l'OTAN, ou parce qu'ils veulent arrêter le transport de troupes et de matériel pour l'Irak.

Claudine POLET

Bombe-spotting 8 juillet 2006

10 ans ça suffit, fini les armes nucléaires !

Les Bombe-spotter mènent 10 actions à 10 endroits en Belgique liés à la stratégie illégale d'armement nucléaire de l'OTAN.

Plus d'info : www.bomspotting.be

Premier Mai au Togo: Bière de t'chouk et reboisement

C'est le Premier mai à Lomé, je compte bien me rendre aux manifestations et aux festivités de la Fête du Travail. Déjà, depuis hier soir, la radio togolaise n'arrête de nous rappeler l'importance du Premier mai pour tous les travailleurs. C'est ainsi que j'apprends que l'ensemble des syndicats du Togo vont défiler ensemble (en front commun) pour aller remettre leur «cahier de doléances» aux représentants du gouvernement. Arrivé à proximité du rassemblement, on constate une forte et ostensible présence policière et militaire. Il est clair que les représentants officiels sont déjà arrivés, garde d'honneur, limousines, voitures blindées finissent de compléter le tableau. Dans la foule des travailleurs, quelques panneaux revendicatifs et une plainte «on n'entend pas les discours, ils auraient pu mettre un micro et des haut-parleurs, tout de même».

Si l'ambiance générale paraît décontractée, le regard inquisiteur d'un gendarme et de ses collègues a vite fait de vous calmer. De toutes façons, il fait déjà trop chaud en cette fin de matinée pour crier quelques slogans. Visiblement, cette espèce de cérémonie solennelle à la mise en scène si formelle ne nous apprendra rien de plus. D'ailleurs, les travailleurs, avec leur T-shirt blanc frappé des emblèmes et des sigles de leur formation syndicale, s'en vont par petits groupes. Ces groupes qui semblaient suivre, un temps, le même chemin bientôt se séparent et se dispersent dans toute la ville.

Aux abords de la place de l'indépendance, quatre personnes prennent l'ombre sous les arbres. Ce sont des chauffeurs (taxis, taxis collectifs, routiers). Pardon, ce sont des membres d'USYNDICTO, le premier et le plus ancien des syndicats du Togo, il regroupe tous les chauffeurs, routiers, taxis etc. En effet, tout en se répartissant sur une base corporatiste, les syndicats togolais revendiquent parallèlement chacun une appartenance idéologique.

Après un premier bol de t'chouk, sorte de bière de mil à fermentation sponta-

née, d'autres camarades nous rejoignent et on commence à discuter du syndicat, du Premier mai, de la CNTT (Confédération nationale des travailleurs togolais). Seule la CNTT est habilitée à discuter avec le ministre du Travail. Elle regroupe les représentant



de toutes les organisations syndicales, c'est sous son égide que l'on établit le «cahier des doléances» au sein de la conférence sociale qui regroupe les syndicats, ainsi que les représentants du gouvernement et le patronat.

Christophe Agbeitor, dit «papa cellulaire», explique que le délégué général, Agbemadon, a été élu pour des raisons politiques, mais qu'il ne connaît rien au syndicat et aux problèmes des chauffeurs. C'est son adjoint Moussa qui aurait dû être élu, c'est ce dernier d'ailleurs qui fait réellement fonctionner le syndicat. Sous les arbres, avec le t'chouk et le plat de viande de chèvre et de manioc, la parole se libère et on a vite fait d'oublier le temps qui passe.

Un peu plus loin pourtant, les échos de la sono se font entendre, en provenance du rassemblement d'un autre syndicat, celui des travailleurs du bois et produits dérivés. Ici, l'ambiance, quoique toujours bon enfant, est un peu plus formelle (on pourrait presque imaginer que nous sommes place Rouppe!). Messieurs Ayao et Richard expliquent les problèmes relatifs à la loi sur la déforestation.

La loi actuelle impose une taxe globale pour l'exploitation forestière. Cette taxe, théoriquement destinée à financer le reboisement, est en fait détournée à d'autres fins. Le syndicat explique: d'une part les exploitants actuels ne sont que des sous-traitants de sous-traitants

de multinationales; d'autre part, on fait porter la faute du déboisement, officiellement, sur les femmes qui font du charbon de bois (micro-source de revenus complémentaires et indispensable pour les foyers). Mais en réalité, selon le syndicat, les femmes utilisent le plus souvent des déchets de coupe. Ce sont les exploitants forestiers qui, par leur pratique de la coupe systématique, alors qu'ils n'utilisent, en fin de compte, pas plus d'une ou deux essences, qui sont responsables de la déforestation. Lors de l'abattage, les arbres chutent sans être guidés entraînant avec eux les arbres voisins, fendant les troncs et brisant les branches maîtresses. Par ailleurs, le syndicat dénonce que les parcelles mises en exploitation sont souvent achetées par des prête-noms pour des sociétés internationales. C'est ainsi que se construit la revendication du syndicat qui demande une responsabilisation de l'exploitant forestier, en lieu et place de la taxe globale pour le reboisement. Les femmes du syndicat qui font du charbon de bois confient, par ailleurs, qu'elles ont déjà entrepris des campagnes de reboisement en leurs noms propres...

Jean WANTIEZ

Élections communales: Comment Liège se prépare à la bataille

Anticapitalistes, antimondialisation, anti-Bush, mais aussi anti-délocalisations, anti-pollution, antifasciste, antiraciste, anti-exclusions, «anti-tout» ou en tout cas beaucoup de choses.

Et au plan communal: anti-«dynasties de», anti-magouille, anti-profits, anti-discrimination, etc.

On nous voit souvent comme des grands critiques. Mais qu'avons-nous à proposer ?

Une commune démocratique, un enseignement de qualité, un logement décent et accessible à tous, un environnement sain et de vrais emplois! Vous pouvez trouver un programme bien plus conséquent sur notre site

<http://www.particommuniste.be>

Partant de cela, à la Fédération liégeoise du Parti Communiste, notre Comité fédéral a pris l'option de faire ces élections communales en deux mouvements: l'un pour tenter de retrouver l'espace public en gagnant des élus communaux, seuls ou avec d'autres là où c'est possible, mais aussi de présenter des listes Parti Communiste comme baromètre politique dans des communes avec des traditions populaires de luttes!

Ainsi, à Liège ville et à Seraing, nous déposons des listes PC, à Herstal nous participons à la campagne en présentant un ou deux candidats indépendants de chez nous sur une liste PTB+, et à Flémalle nous travaillons en commun avec l'ASCF, une liste clairement de gauche, dont le programme est quasi identique au nôtre. De nombreuses discussions sont toujours en cours à Saint-Nicolas avec Ecolo et des progressistes.

Comment cela se déroule-t-il ?

À Seraing, nos camarades jouent sur la cote de popularité d'un de nos militants le plus médiatisés, Guy Moïny, un ancien de Cockerill qui organise pas mal d'activités au sein de la commune au travers de son asbl d'aide pour les plus



notre parti sur cette liste: Joëlle Badillo, en axant nos principales revendications sur les personnes âgées, nombreuses dans cette commune populaire, touchées de plein fouet par le «pacte entre générations».

À Flémalle, l'Alternative Socialiste Citoyenne de Flémalle nous a contacté pour figurer sur leur liste en très bonne place faisant suite à l'expulsion de leurs six élus. ASCF faisait en effet plus de 20 % de l'électorat flémallois, avec en tête Marcel Cools, fils de l'ancien maire. Les programmes comparés, le travail a déjà débuté avec Myriam Machiroux en 2^{ème} place sur la liste ASCF, ainsi qu'avec Arlette Digneffe. Les points que nous ciblons, suite aux «affaires» sorties dans la presse, sont notamment la démocratie, la transparence, la participation, le logement, l'environnement. Nous avons déjà participé à la distribution de deux «toutes boîtes» et organisé une fête de campagne. Nous atteindrons aussi les plus jeunes au festival «Fiesta du Rock». Les projets sont nombreux et diversifiés, cela va de l'habituelle affiche aux tracts, en passant par une offre de plage artificielle avec concours de cerfs-volants etc. Une caravane sillonnera la commune avec des rencontres dans 14 quartiers différents.

Sur le plan provincial, le PC déposera également des listes dans les 4 principaux districts, et la fédération mènera campagne via tracts, affichettes et parutions dans la presse locale.

En renfort de tout ce travail électoral, une brigade volante va aider les camarades aux activités nécessitant un visuel de groupe.

Si vous souhaitez contribuer à la campagne liégeoise, contactez-nous par téléphone au

04 227 41 33 ou par mail à

liege@particommuniste.be

Votre soutien financier est également le bienvenu sur le compte

001-1220800-34

(communication: fonds électoral).

Premier Mai en Wa du lobby nucléaire énergétiques

Borinage

Poursuivant une tradition déjà bien ancrée dans notre région, la célébration du 1^{er} mai s'est tenue à la salle culturelle de Pâturages (Colfontaine). La fête a débuté par un barbecue géant, suivi par un meeting introduit par le camarade Jean-Marie Simons et dont l'intervention centrale fut assurée par le camarade Pierre Beauvois sur le thème «*Vivre et mieux se loger au Borinage*».

Comme c'est une habitude lors de nos rencontres depuis plusieurs années, nous avons pu aussi compter sur la présence des amis de la *Maison ouvrière de Quaregnon* et de ses prêtres ouvriers et sur la collaboration de responsables des pensionnés socialistes. Sur le plan festif, nous eûmes la chorale et les accordéons du groupe «*Le bal de chansons*» pour compléter dans une belle ambiance une journée qui a réuni environ 250 personnes.

L'assistance fit par ailleurs un très bon accueil au *Drapeau Rouge* puisque nous épuisions les 25 exemplaires reçus.

On recommencera sûrement l'année prochaine!

La Louvière

Cinquième *Primero de Mayo Alternativo* organisé par *Lucha & Fiesta* à La Louvière, en la salle du Cercle Horticole d'Houdeng-Goegnies. Le clou en est le débat «*coup de gueule*» ouvert par Valérie Watillon, secrétaire de la section locale du PC et 4^{ème} candidate communiste sur la liste Ecolo aux prochaines élections communales. Elle énumère, exemples à l'appui, les symptômes de pauvreté qui frappent la population, autant de droits humains dont sont exclus des milliers de personnes. «*Tout cela n'a rien de fatal*», martèle Valérie en avançant les propositions du PC.

Président de la Fédération des *Restos du Cœur* de Belgique, Jean Blanchet retrace l'historique de cette aventure humaine et solidaire. Apporter des réponses concrètes dans l'urgence à

une ignominie, la faim. C'est utile, bien sûr, mais «*comptabiliser 100 ou 200 repas en plus chaque année n'est certainement pas un signe de progrès social*», dira l'un des intervenants.

Chaleureusement saluée par le public, une bonne vingtaine de demandeurs d'asile occupant l'église St-Joseph à la Louvière fait son entrée dans la salle, à présent pleine à craquer. En leur nom, Freddy Bouchez, animateur de *Droits Devant*, fustige les politiciens qui, à l'instar de Di Rupo lors d'une déclaration récente à La Louvière, estiment ne pouvoir «*accueillir toute la misère du monde*». L'orateur rappelle les multiples capitulations face aux puissances financières...

Intervenant à plusieurs reprises, Jean Bricmont, professeur à l'UCL, explique comment la société capitaliste s'est rendue «*irréformable*». Il analyse aussi les raisons qui expliquent l'échec du



communisme en Occident. Il met en garde contre la tentation de voir dans des expériences latino-américaines une solution pour nos sociétés. Le socialisme, chez nous, doit se redéfinir dans le cadre d'une société hautement développée et en débloquent les verrous que le système a placé pour s'auto-protéger.

Le débat se poursuit. Dense. Laisant apparaître la nécessité pour la gauche d'un examen et d'une refondation profonds...

Tournai

Dans une partie du Grand Tournai – comme on le nomme ici –, ce fut une tradition de faire le porte-à-porte dans les quartiers pour vendre chaque samedi le *Drapeau Rouge* à l'époque où il était quotidien. Au 1^{er} mai, voitures en cortège flanquées de «*gueulophones*» répandaient des chansons appropriées et mobilisaient une bonne vingtaine de vendeurs. Dans les années '80, nous allions compter les sous récoltés au Café du Nord, devant la gare, sous l'œil vigilant d'André Delrue, figure communiste emblématique de la ville (et ancien patron de l'établissement). À la disparition du *DR*, des tracts l'ont remplacé. Occasion de garder le contact avec les gens, de parler, d'entendre les doléances. Toute une époque.

Ce Premier mai, nous avons fait la tournée des meetings avec nos

associés et camarades socialistes. Faut-il rappeler que nous avons renoué un accord pour les élections communales? Aux dernières élections, un élu communiste sur la liste PS, Pierre Bal, a été nommé échevin.

À 15 heures, à l'*Épi*, la maison des communistes, la salle était comble (60 à 70 personnes), majoritairement des camarades socialistes. Pierre a pris le micro pour dire les raisons de la reconduite de notre alliance, les réalisations et ce qu'il reste à faire. Ce fut

Se sentant subitement une fibre écologiste, les partisans du nucléaire présentent aujourd'hui le nucléaire comme LA solution face aux émissions de CO₂. Outre le questionnement sur leurs intentions réelles, il est bon de rappeler que la production d'électricité nucléaire est productrice elle aussi de CO₂. Une étude de l'institut OKO en Allemagne a montré que chaque kWh nucléaire émettait, de l'extraction de l'uranium au transport des déchets, 28 g de CO₂, soit environ 30 % d'une centrale au gaz.

Un autre argument mis en avant par les partisans du nucléaire est celui du manque d'alternatives. Il est vrai que les énergies renouvelables ont pris un certain retard technologique en raison, entre autre, des sommes colossales monopolisées par la recherche nucléaire, mais aussi parce que de nombreux brevets concernant ces énergies ont été achetés à prix d'or par l'industrie pétrolière (BP, Total,...) qui compte, avant de les utiliser, tirer d'abord un maximum de profit de la vente du reste des énergies fossiles comme le nucléaire. Toutefois de nombreuses solutions existent déjà en termes d'énergies renouvelables et le potentiel est énorme. La désinformation règne malheureusement en cette matière comme souvent lorsque des intérêts financiers considérables sont en jeu.

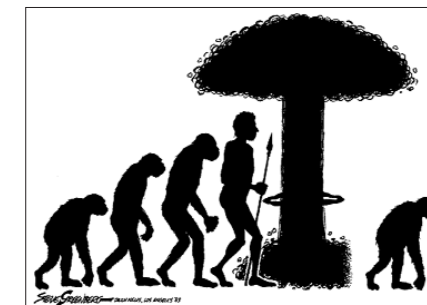
La véritable alternative : les énergies renouvelables et le négawatt

Les ressources fossiles (y compris l'uranium) se trouvent en quantité limitée sur notre planète. Au contraire, les énergies renouvelables sont inépuisables. Il n'y aura jamais d'embargo sur le soleil ou sur le vent. Les énergies renouvelables sont les énergies de la paix et de l'autonomie énergétique par opposition au pétrole et au nucléaire qui sont les énergies de la guerre.

La Belgique, en raison de sa densité de population et de sa faible déclivité, ne présente pas les meilleures conditions,

mais les chiffres de possible production d'énergie renouvelable fournis par *Electrabel* sont (à dessein) très largement sous-estimés. D'après une étude publiée dans le *Journal of Geophysical Research-Atmospheres*, le potentiel éolien exploitable à travers le monde serait de 72 térawatts (72.000 milliards de watts). Bien davantage que ce l'on croyait jusqu'alors. Pour l'Université de Stanford, à l'origine de ce calcul, il suffirait d'exploiter une petite partie de ces ressources, environ 20 %, pour satisfaire les besoins en électricité de la planète. En 2001, par exemple, la consommation électrique mondiale était d'environ 1,7 térawatts. Selon une étude du Dr. Joachim Nitsch, c'est au total près de six fois la consommation actuelle qui est accessible avec les technologies actuelles si l'on cumule les énergies renouvelables que sont l'éolien, le solaire, la géothermie, la biomasse et la force des océans. Dans un rapport de 2000, le DEWI (Institut allemand sur l'énergie éolienne) a évalué à pas moins de 24.000 GWh (soit presque 40 % de la consommation électrique actuelle en Belgique) le potentiel de production d'électricité d'origine éolienne en Mer du Nord. Mais bien évidemment la solution «*énergies renouvelables*» réside avant tout dans la grande quantité et la grande diversité des options.

La Suède vient donc de faire le choix de sortir entièrement des énergies fossiles et du nucléaire d'ici 15 ans. Dans le même temps, la France, qui est bordée par un océan et deux mers et possède un des plus forts potentiels éoliens d'Europe, a renouvelé sa volonté d'ancrer sa production électrique sur le nucléaire. Il s'agit donc bien d'un choix politique et non d'une impossibilité, comme de nombreux politiques et scientifiques tentent de le laisser croire. Il est également urgent de rompre avec la croissance immodérée de notre consommation et de partager nos ressources de façon équitable. Les économies d'énergie représentent donc la première piste permettant de



sortir du nucléaire et des énergies fossiles. Suivant la croissance économique, la production d'électricité a connu une progression de 20 % entre 1990 et 2000. Cette explosion de la consommation, tout comme la logique de croissance, n'est bien évidemment pas viable à long terme. Le spectre de la pénurie dans les pays riches conduira de plus en plus à la guerre pour le contrôle des ressources d'énergie. Si nous n'agissons pas, une vraie crise est devant nous. Dès 1995, une étude de l'Université d'Anvers (STEM) a évalué à 35 % le potentiel d'économie d'électricité réalisable sur 15 années en Belgique. Et cela fonctionne si l'on s'en donne la peine : à Montpellier, les actions de maîtrise de l'énergie menées entre 1985 et 1999 ont permis de réduire de 53,5 % la facture énergétique des bâtiments communaux, à confort égal. Des groupes se sont mis à réfléchir à cette question autour d'un concept, «*le négawatt*». Le négawatt est l'énergie la plus écologique, celle qui n'est tout simplement pas consommée. Les solutions existent : sobriété énergétique à tous les niveaux de l'organisation de notre société et dans nos comportements individuels pour supprimer les gaspillages absurdes et coûteux, amélioration de l'efficacité énergétique de nos bâtiments, de nos moyens de transport, de tous nos équipements. Il s'agit donc de mieux consommer au lieu de produire plus. Loin d'être un retour à la bougie, cette maîtrise de l'énergie est une marque de véritable progrès.

Pierre EYBEN

L'article intégral, avec notamment les sources, est disponible sur <http://www.acontrecourant.be/1493.html>

Stop à la mainmise et à Bruxelles sur nos choix

Avec 56 %, la Belgique est, derrière la France (76 %), mais loin devant tous les autres pays européens, le pays qui a la part d'énergie électrique produite par le nucléaire la plus importante. La mise en service industrielle de réacteurs nucléaires en Belgique a débuté en 1975 (avec Doel 1). La dernière unité installée l'a été en 1985 (Tihange 3). Depuis cette date, la Belgique a appliqué un moratoire de fait, les électriciens belges ayant cependant pris une part (25 %) dans la construction des unités B1 et B2 des centrales françaises de Chooz mises en service en février 1997.

En 2003, le parlement fédéral adoptait la «Loi sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité». Cette loi impose notamment la fermeture progressive des centrales nucléaires après 40 années de fonctionnement, donc entre 2015 et 2025. Toutefois, prétextant le respect des engagements relatifs au Protocole de Kyoto, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause cette loi. Il convient donc de faire le point sur cette «énergie du futur» vieille de 50 ans.

La situation mondiale

Seulement 16 % de l'électricité mondiale est actuellement produite à partir d'énergie nucléaire, la plus grande part de l'électricité planétaire étant fournie par des centrales où l'on brûle des matières fossiles (pétrole, gaz et charbon). L'épuisement de ces ressources (et donc l'augmentation de leur prix), accéléré par l'intrusion de nouveaux géants industriels hyper-consommateurs tels la Chine et l'Inde, amène certains pays à se poser la question d'un retour ou d'un basculement vers le nucléaire dans la mesure où l'uranium semble moins épuisé et le nucléaire moins producteur de CO2. Dans le même temps, d'importants pays industrialisés comme la Suède (et dans une moindre mesure l'Allemagne) ont fait le choix de l'arrêt progressif du nucléaire et des énergies fossiles pour se tourner résolument vers les énergies renouvelables.

De bonnes raisons de s'opposer au nucléaire

Voici 50 ans, on s'est lancé dans le nucléaire alors que ni le problème des déchets, ni les conséquences d'un accident majeur n'avaient de réponse. Un demi-siècle plus tard, aucune solution n'est encore en vue. La fission nucléaire a évolué technologiquement, mais aucune «révolution», par exemple en matière de déchets, n'a vu le jour. On travaille dès lors sur la conception d'emballages aussi hermétiques que possible et on stocke. Mais les déchets nucléaires radioactifs que nous produisons aujourd'hui empoisonneront notre planète pendant des dizaines de milliers d'années. Dans les années 50, la solution a parfois consisté à jeter des fûts radioactifs dans les fonds sous-marins. Des personnalités comme le commandant Cousteau ont alors alerté l'opinion publique et ces pratiques sont aujourd'hui officiellement interdites. Des milliers de fûts étant à ce jour immergés, les possibles conséquences futures demeurent très inquiétantes.

Le risque zéro n'existe pas et, en matière de nucléaire, le risque peut se payer très cher. Bien évidemment, il y a eu Tchernobyl. Le 26 avril 1986, le réacteur 4 de la centrale explosait et, durant 10 jours, l'incendie a libéré dans l'atmosphère 250 fois l'équivalent des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. Le nuage radioactif a touché 1 milliard de personnes dans l'hémisphère nord et a fait à ce jour (directement et indirectement) 200.000 morts, selon l'Académie des sciences de Russie. Par ailleurs, selon cette même institution scientifique, quelques 100.000 personnes supplémentaires atteintes d'un cancer devraient mourir dans les prochaines années, ce qui ferait un total de 300.000 morts pour cette catastrophe majeure, loin des 4.000 morts officiellement recensés par l'AIEA. Mais cette centrale était vétuste et aujourd'hui ce risque n'existerait plus. Faux! Il existe encore 12 centrales du même type que celle de Tchernobyl (RBMK) dans le monde.

Mais un tel accident n'est pas possible chez nous car la technologie et la sécurité y seraient plus avancées. Faux encore! Des incidents majeurs ont également eu lieu aux États-Unis (Three Mile Island en 1979 et Davis Besse en 2002), en France (St Laurent des Eaux en 1969 et en 1980, et Blayais, près de Bordeaux, en 1999), au Japon (Tokai en 1999) et au Royaume-Uni (Thorp en 2005). Un accident nucléaire majeur du type Tchernobyl n'a parfois été évité que de justesse.

Dans des pays de l'UE, 80 % des moyens de recherche sont aujourd'hui accaparés par le nucléaire, pour à peine 5 % pour les énergies renouvelables. Sur le plan international des projets pharaoniques comme la fusion nucléaire (projet ITER) monopolisent des sommes d'argent colossales (5 milliards d'euros) pour un résultat plus qu'hypothétique. Tous ces moyens, alloués au nucléaire sous la pression de leur puissants lobbys, ne peuvent être utilisés pour développer les énergies renouvelables.

Le choix du nucléaire a toujours été fait dans le secret et sans aucune consultation des populations, sans aucune démocratie. Les rares sondages à ce sujet montrent que les citoyens sont majoritairement opposés à cette énergie. Un pays comme la Suède a décidé, après avoir consulté par référendum sa population, de renoncer à l'énergie atomique.

De mauvaises raisons pour revenir au nucléaire

Les lobbys du nucléaire sont extrêmement puissants. Au lendemain de l'accident de Tchernobyl, les médias ont relayé l'information selon laquelle les nuages radioactifs n'avaient pas atteint la France. On sait aujourd'hui qu'il n'en était rien et de nombreux procès sont en cours. Derrière ce mensonge médiatique se trouvait à nouveau le puissant lobby du nucléaire soucieux de protéger son image.



ensuite le tour d'Isabelle Dechamps, notre deuxième candidate. Militante dans l'associatif, cheville ouvrière du Front anti-fasciste (FAF), elle dit les chemins à tracer pour rendre aux citoyens leur rôle d'acteurs de la vie au quotidien, pour faire de la politique autrement, pour mettre l'humain au centre des préoccupations. Applaudissements. Ça discute longtemps. Allées et venues. En gros 250 personnes. Au menu, navarin d'agneau et plats de poissons ingurgités. Brassage dans une piscine où on pratique le dos crawlé flanc gauche bâbord toute. «Beaucoup de monde à l'Épi, c'est parce que c'est bientôt les élections». Oui monsieur, et alors? Vous y étiez? Oui et je m'y suis fait trois nouveaux camarades.

À l'année prochaine ou à demain.

Liège

Camarades, ce fut une jolie réussite pour un joli nom!

Malgré le temps gris et pluvieux, entre 200 et 300 personnes ont assisté au meeting et à la manifestation à travers les rues de Liège à l'occasion du Premier mai organisé par la fédération liégeoise du Parti Communiste. Parmi celles-ci, on retrouvait une forte délégation de camarades turcs, mais également des Grecs, des Italiens, des Chiliens, des Espagnols,...

Sur le podium, le secrétaire politique et la vice-présidente de la fédération de Liège ont dressé un bilan de la

situation politique actuelle et abordé le thème des élections communales à venir (voir p.5). Mais la parole a également été donnée à André Beauvois, président de l'Union Liégeoise pour la Défense de la Paix, qui a évoqué la situation internationale; à Fadek Taoufik de l'UDEP (Union pour la défense des sans-papiers) qui a parlé des conditions d'existence révoltantes des migrants en Belgique, ainsi que de l'occupation de l'église de Glain; à Julien Dohet, animateur de l'initiative «Une Autre Gauche», venu présenter celle-ci; ainsi qu'à deux camarades du DHKC qui ont exposé la situation de répression qu'ils vivent en Turquie, ainsi que la traque que leur mènent de façon totalement anti-démocratique les autorités belges.

Nous sommes ensuite partis pour une manifestation bruyante et revendicative à travers la ville, non pas le bruit d'une fanfare et de pom-pom girls comme au cortège socialiste (où l'on a remis aux oubliettes les revendications des travailleurs, à l'image d'un PS qui a troqué des mesures concrètes de gauche contre un show médiatique creux), mais au son de chansons engagées et de slogans clairs pour exprimer notre colère face à la société capitaliste dans laquelle nous (sur)vivons et des revendications nationales et internationales solidaires et sociales: Solidarité avec la Palestine! Stop à la guerre en Irak! Refinancement des services publics! Une fiscalité plus juste! Stop aux délocalisations et remboursement intégral des aides perçues par les entreprises qui délocalisent!

Bref, ce fut un vrai Premier mai politique et internationaliste et l'on vous donne déjà rendez-vous à l'année prochaine, plus nombreux et plus motivés encore!

Bruxelles

Nous sommes nombreux à regretter l'abandon de la place Rouppe comme centre des festivités militantes du Premier mai. Comme pour annoncer une volonté de perpétuer cette tradition, notre journal a organisé la commémoration de cette date symbolique à la salle de l'Espace Marx, située au 4 rue Rouppe, à deux pas de la place du même nom.

Côté militant, une audience nourrie et attentive a pu entendre et débattre avec des syndicalistes comme Fernand Fyon et Silvio Marra, anciens des Forges de Clabecq. Présentés par Michel Libouton du SETCa, ils évoquèrent leur lutte, qui reste encore un modèle pour nous tous. Maria Vindevoghel vint ensuite nous exposer les dessous de la privatisation de la Sabena, ainsi que la répression dont elle est victime pour son action syndicale. À son tour, la députée fédérale Zoé Genot dénonça l'imposture sous-jacente aux dernières mesures sur les allocations sociales.

L'intervention de Deniz Demirkapi, épouse du militant turc Bahar Kimyongür, actuellement emprisonné aux Pays-Bas et sous la menace d'une expulsion vers la Turquie, donna une touche d'émotion et d'internationalisme au meeting (il était initialement prévu que Bahar y prenne lui-même la parole). Dans ce même registre, Paul-Émile Dupret nous parla de la puissante émergence de la contestation latino-américaine aux diktats de Washington.

Parce que le Premier mai c'est aussi la fête, nous eûmes droit à une généreuse prestation de l'inclassable Daniel Hélin, en grande forme, délivrant son hymne militant à l'humeur iconoclaste. Pour clôturer cette soirée, Eddy Tornado et les Scandaleux nous livrèrent un rock'n'roll à l'ancienne, dans un show impeccablement professionnel.

Chers amis du Drapeau Rouge,

Tout en me félicitant de la reparation du DR, je me permets de vous faire part de quelques observations qui valent pour l'ensemble des numéros parus jusqu'ici, mais se rapportent plus particulièrement à des exemples fournis par le n° 12 de mai 2006. En effet, je pense que, tout en menant les polémiques qui s'imposent, il faut éviter de sacrifier la nécessité de convaincre aux facilités de la dénonciation, à des jugements sommaires ou à des critiques à l'emporte-pièce.

Quelques exemples :

Dans l'édito, la phrase «*Contrairement aux incapables qui nous gouvernent...*». Ceux qui nous gouvernent ne sont nullement des incapables. Ce sont des politiciens qui, soit mettent leurs capacités au service de la classe dirigeante en parfaite connaissance de cause, soit pratiquent une politique «du moindre mal» dans des limites de plus en plus étroites.

Dans l'article «*Pauvre gauche*» (p. 8). Les considérations émises ici sont loin d'être fausses, la gauche la plus résolue étant réduite, pratiquement partout, à mener des batailles défensives, mais lorsqu'on examine les positions d'un Prodi à la lumière des dernières élections italiennes, il me semble que ce qui importe le plus, ce n'est pas ce que l'homme a fait dans le passé, mais ce qu'il fait maintenant sur le terrain, avec ses alliés communistes (le fussent-ils temporairement), face à Berlusconi, un des fidèles séides de l'impérialisme US.

Dans l'article «*Au-delà des deux meurtres*» (pp. 10-11). Il y aurait beaucoup à dire sur le contenu de cet article, mais je m'en tiens à ce que j'appelle une «critique à l'emporte-pièce». Il s'agit du passage où il est question

des asbl culturelles et de leur «rôle négatif». Il y en a sans doute dont on se passerait volontiers, mais l'auteur semble ignorer que beaucoup de ces asbl sont partie intégrante de ce mouvement associatif auquel la gauche avancée s'intéresse de plus en plus parce qu'elles jouent un rôle non négligeable dans les luttes qui ont pour enjeux la démocratie participative et l'élargissement des bases sociales de la vie culturelle. L'auteur semble ignorer également que le Pacte culturel (approuvé par le PC en 1972) permet d'exiger le respect du pluralisme démocratique dans des institutions qui, sans ce pacte devenu loi, seraient tenues en bride par les partis dominants. Le problème, c'est que les possibilités qu'offre cette loi ne sont pas toujours utilisées, par ignorance ou faute de militants intéressés.

Dans la situation actuelle, le PC et son journal pourraient se rendre très utiles s'ils parvenaient à se réinsérer dans ce que Marx appelait le «mouvement réel», en contribuant à ce que les forces les plus combattives et les mieux organisées se donnent enfin une stratégie à la mesure des besoins. C'est un effort de longue haleine dans lequel la diffusion des idées marxistes (mises à jour) revêt une importance capitale. Aussi est-il incompatible avec les comportements propres à toutes les «petites gauches» qui mènent la lutte des «purs» contre les «impurs», alors que la situation actuelle exige un contact suivi avec ceux que Marx – toujours lui – appelait les «puissances réelles». Il faut donc tout faire pour accroître le rayonnement de nos idées dans le mouvement «réel», avec ses organisations et ses cadres tels qu'ils sont. C'est le seul moyen de «gagner les meilleurs», selon la formule de Lénine, en sachant que les meilleurs de demain ne sont pas nécessairement les «bons» d'aujourd'hui.

Claude RENARD

Un document sur la grève de 60-61

La grève 60-61.

Incontestablement une grève historique. Une GRÈVE GÉNÉRALE de plus d'UN MILLION d'ouvriers, d'employés, de fonctionnaires. Une grève maintenue durant 5 semaines pleines. Une grève contre les dénigrantes mesures de restriction du gouvernement qui concernaient tous les travailleurs. Aujourd'hui encore les militants syndicaux peuvent en tirer des leçons utiles. Ils

doivent s'approprier cet évènement. Frans Buyens en fait un documentaire indispensable, intitulé *La grève du 20^{ème} Siècle*, publié en DVD. Indispensable pour que la lutte continue. Indispensable pour que la solidarité demeure.

Buyens prenait part aux piquets de grève. Il s'est rendu à l'étranger pour approvisionner la caisse d'entraide sociale. L'on a chanté les louanges de ce docu-

mentaire. Il a aussi été maudit. Tantôt reçu avec une «*standing ovation*» et un public entamant en chœur l'Internationale. Mais se terminant une fois par une bataille rangée.

DVD : 25 €.

Commandez en payant d'avance à BCOCD (Boulevard Topaze 55, 1030 Bruxelles) sur le compte

733-0246281-28.

Mentionnez svp le titre du DVD!

Grands patrons et petits valets

Antoine Zacharias percevait un salaire mensuel de 350.000 euros; à sa retraite il touchera jusqu'à sa mort, la moitié, soit 175.000 euros par mois. Mais puisqu'il quitte sa boîte (l'entreprise française de travaux publics *Vinci*), il recevra en guise de «prime de départ» la somme de 13 millions d'euros. Le chanceux monsieur dispose en plus de stocks-options de la société pour une valeur de 173 millions (soit l'équivalent de 5.766 années de rémunération moyenne d'un salarié de son entreprise).

Tout ceci serait passé inaperçu (comme les orgies de rémunérations que se payent les grands patrons), si Zacharias n'avait pas un peu exagéré en réclamant, en plus, 8 millions d'euros, et ce parce que, sous sa direction, son groupe avait acheté avec succès la *Société des autoroutes de France*, appartenant jusqu'alors à l'État. Ces 8 millions lui ont été refusés, ce qui a provoqué, en plus de la démission de Zacharias de son poste de PDG, un tollé dans le monde des patrons et des médias en France, à l'exception du quotidien «Le Monde».

En effet, alors que tous les médias virevoltaient sur ce fait sans précédent, le grand quotidien, référence de la gauche «éthique» française et spécialiste des réflexions sur les liens entre morale et action publique, gardait un silence assourdissant, sinon pour dire que le patron prédateur avait quitté la réunion du conseil d'administration «*de façon très digne, en grand bonhomme*».

Le mystère s'éclaircit lorsqu'on constate qu'un des membres du CA de *Vinci* et défenseur de Zacharias n'est autre qu'Alain Minc, le très médiatisé «essayiste» et pontife des «droits de l'homme». Le brave homme, porte-parole de la «gauche lucide», est aussi président du conseil de surveillance du *Monde* et gardien de la moralité de la maison. Une tâche accomplie avec zèle quand il s'agit de ménager la main qui le nourrit...

Bruno Bayen est un critique littéraire français et un traducteur consacré. En tant que critique, il devait assurer un cycle de lectures commentées à la *Comédie française*, programmé pour l'année 2007. En tant que traducteur, on

lui doit, notamment, la version française de la pièce de théâtre «*Voyage au pays sonore*» du dramaturge autrichien Peter Handke, qui devait être prochainement présenté dans le cadre de la vénérable institution théâtrale française. Devait, disons-nous, parce que le patron de la CF, Marcel Bozonnet, a décidé de l'annuler, car Handke a cru bon de se rendre aux obsèques de l'ancien président Milosevic. Ainsi, un fonctionnaire français se permet de censurer une œuvre majeure parce que son auteur a décidé de rendre un hommage personnel au politicien serbe.

Nous apprenons que Bruno Bayen vient à son tour d'être déprogrammé par son directeur François Regnault, assistant de Marcel Bozonnet à la *Comédie française*, «*compte tenu de ses prises de position dans l'affaire Handke*». Précisons que Bayen, à la différence de Handke, n'est pas allé aux obsèques de Milosevic, qu'il s'est limité, avec beaucoup de retenue, à regretter la décision de Bozonnet interdisant la pièce.

Pablo RODRIGUEZ

▼ Suite de la p.12

départ, quand *Arcelor* exportera ses activités sous d'autres cieux. Mais n'espérons pas des primes équivalentes à celle que dégustera DOLLÉ lorsqu'il aura fichu l'entreprise par terre...

La larme du mois. Nous la réservons à la famille SOLVAY-JANSSEN qui a touché près de 53 millions d'euros de dividendes en 2005. Voyez comme le monde est injuste: le gagnant de l'Euromillion reçoit une aide psychologique et des conseils financiers dès qu'il touche le gros lot. Ca n'est pas prévu pour les SOLVAY-JANSSEN, ni pour le baron FRÈRE, qui s'est fait 164 millions de dividendes en une année. À peine si un mauvais coucheur ne leur dit pas «*Prends l'oseille et casse-toi*». Quelle abjecte société, où on laisse dans la détresse ces pauvres riches...

Le baron des clous va-t-il pleurer? Les larmes sont très à la mode. À Charleroi, les socialistes pleurent beaucoup. Sur eux-mêmes, sur leurs copains pris la main dans le sac. Jamais sur le sort des chômeurs, jamais sur ce qui arrive aux travailleurs des entreprises qui délocalisent, jamais sur la misère de plus en plus envahissante en Pays Noir. Un qui s'entend à leur arracher des larmes de crocodile, c'est le baron des Clous. Dans les années 1980, ALBERT FRÈRE a dû déchirer le cœur sensible de Van Cau et Van Gompel en annonçant qu'il voulait conserver un «pôle belge» dans ses affaires. Présenté comme le sauveur de *Dupuis* et de l'ancrage belge de *RTL*, C'est à peine si on ne nous le présentait pas comme l'équivalent de Godefroid de Bouillon et d'Ambiorix. Il a jeté *Dupuis* comme un kleenex dans des mains françaises

– première entaille dans cet émouvant «patriotisme». À présent, il vient d'abandonner *RTL-TVI* aux Allemands de *Bertelsmann*. Ce que les nazis ne sont pas parvenus à faire, le baron des Clous a aidé à le réaliser: la chaîne belge la plus populaire est aux mains des teutons! Pour 4,5 milliards d'euros, FRÈRE a oublié son «amour du Pays Noir». Que va-t-il de ce pactole? Le placer dans *Belgacom* ou règne déjà un ancien du *RTL Group* (ancien «fleur» du baron), DIDIER BELLENS? Question de pouvoir revendre plus tard l'ex-RTT à un fonds de pension américain qui s'empressera de vider les caisses et de laisser la Belgique sans opérateur téléphonique sur son territoire. Sire, qu'attendez-vous pour faire un duc ou un marquis de ce grrrand patriote, qui moisit avec un minable titre de baron, tel une quelconque Annie Cordy?

CHRONIQUE DES VOYOUS

Ce mois-ci, nous inaugurons une nouvelle catégorie: **la palme de l'hypocrisie**. Sans le moindre doute, elle revient à **LOUIS SCHWEITZER**, l'ex-PDG de *Renault*. Tout le monde se souvient de l'humanisme flamboyant de ce pantin quand, d'un trait de plume et sans le moindre état d'âme, il jeta à la rue les ouvriers de Vilvoorde. Et pour cause: fermer Vilvoorde lui assura, quelques années plus tard, de quitter *Renault* avec un pactole représentant 1.870 années de salaire minimum garanti!

Et où le retrouve-t-on, le SCHWEITZER? À la tête de l'*Halde*, un machin français qui signifie *Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité*. Tout(e) citoyen(ne) souffrant d'une discrimination en entreprise, à l'embauche ou dans la vie quotidienne peut s'adresser à l'*Halde*. On vous refuse un logement parce que vous avez la mauvaise couleur de peau; à compétences égales, on préfère un présentateur télé maghrébin à un franco-français, rien que pour faire croire que la télé n'est pas raciste; vous êtes une femme et vous constatez que vous êtes moins bien payée que vos collègues masculins? Une lettre à l'*Halde* et la machine administrative se met en marche. Il y aurait quelque 400 plaintes par jour!

Avouons-le, il s'agit d'une bonne initiative. Sauf que mettre SCHWEITZER à sa tête, c'est comme si on nommait Marc Dutroux directeur de la délégation aux droits de l'enfant. Heureusement que la compétence de l'*Halde* n'a pas d'effet rétroactif: elle aurait pu s'occuper des cas de discriminations salariales, basées sur le sexe – chez *Renault*, dirigé à l'époque par un certain LOUIS SCHWEITZER, qui refusait de remettre en cause l'échelle des salaires, sauf à la baisse.

Aujourd'hui, notre voyou joue les grandes âmes, à la manière des dames patronnesses qui, dans les presbytères, tricotaient des écharpes pour les malheureux envoyés se faire tuer dans les mines. Il lorgne évidemment vers une légion d'honneur, qui ne saurait lui échapper (en Belgique, il y a longtemps qu'il serait baron) et trouve extrêmement vulgaire de lui rappeler la bonne vingtaine de suicides parmi les licenciés de *Renault Vilvoorde*. Il y a des paires de gifles qui se perdent!

Les voyous et vos salaires. On sait que le baron ALBERT FRÈRE et quelques autres voyous sont très inquiets pour notre avenir. Les salaires belges sont trop élevés. Regardez les Chinois, ces travailleurs modèles, capables de bosser pour un bol de riz: ça, ce sont de bons garçons! Et, en plus, ils ne se plaignent pas – si c'est le cas, quelques coups de matraque et quelques tortures (chinoises, cela va de soi) leur rappellent la chance qu'ils ont de vivre dans leur petit paradis.

Rappelons que la fortune du baron des clous dépasse les deux milliards d'euros. Si un travailleur gagnant 1.500 euros par mois devait les mettre intégralement à la banque, il pourrait espérer égaler la fortune de Frère dans une centaine de siècles. Pour autant que le gouvernement n'ait pas raboté son salaire et qu'il se soit débrouillé pour payer sa nourriture, son logement, les études des enfants et quelques autres bricoles.

JOHNNY THJIS, l'homme grâce auquel les timbres coûtent de plus en plus cher et les lettres arrivent de plus en plus tard, ne partage pas l'avis du baron. Il ne voit aucune raison de diminuer les salaires. Le sien, en tout cas, qui s'élève à 820.000 euros annuels. Son

indignation est partagée par **DIDIER BELLENS**, la lumière de *Belgacom* qui rate tout ce qu'il entreprend. Ce neuneu congénital a de quoi oublier sa sottise en palpant 2,2 millions d'euros par an. Gare si on y touche: il ira au tribunal pour faire respecter son contrat! Il en profitera pour rappeler à qui de droit qu'on ne gruge pas un honnête travailleur par un tour de passe-passe et avec l'accord de **JOHAN VAN DE LANOTTE**. Un traître, celui-là. C'est lui qui a accordé les salaires faramineux des *top managers*, et maintenant qu'il dirige le parti socialiste flamand, il part en guerre contre les mêmes salaires des mêmes *top managers*. Ce retournement de veste n'a rien à voir avec l'approche des élections. Ceux qui insinuent le contraire sont des terroristes.

Pendant ce temps, on apprend que **GÉRALD MESTRALLET**, le patron de *Suez* (la société grâce à laquelle les coûts de l'énergie et de l'eau atteignent des sommets indécentes), s'est octroyé une augmentation de 58,12 % entre 2004 et 2005, pour atteindre un montant de près de 4 millions d'euros annuels. Les médias ont beaucoup pleurniché sur la disparition tragique d'**ÉDOUARD MICHELIN**, le patron de la société éponyme. Au-delà du respect qu'inspire une mort accidentelle, il n'est pas superflu d'ajouter à la notice nécrologique que le même **MICHELIN** a licencié des milliers d'employés et ouvriers, sans le moindre état d'âme, alors qu'entre 2004 et 2005, il s'augmentait sans vergogne de 30,70 %, palpant ainsi 6,5 millions d'euros à la fin de l'année. Au moins, il ne laissera pas une veuve dans la précarité.

À propos, **GUY DOLLÉ**, le patron d'*Arcelor*, s'est augmenté de 11,28 % entre 2004 et 2005. Nous invitons le personnel à exiger la pareille pour tout le monde. Cela augmentera d'autant les primes de

Suite p. 13 ►

Du pain, des jeux... et un peu d'opium

En cette période où le monde entier a les yeux braqués sur l'Allemagne à l'occasion de la coupe du monde de football, il me semble intéressant de vous faire part de l'extrait d'une lettre envoyée par un dénommé V.N. Kouznetsov, originaire de la région de Brest, alors en Union soviétique, au courrier des lecteurs de la revue *Ogoniok* en 1988.

«J'ai lu dans les journaux que l'on avait "vendu" notre célèbre footballeur du Dynamo de Kiev, A. Zavarov, à la Juventus de Turin. (...) Il n'y a pas très longtemps, nous étions fermement convaincus que ces transactions étaient profondément immorales et portaient atteinte à la dignité du joueur. (...) Je suis mal à l'aise. On peut vendre un être humain pour de l'argent, voilà ce qui m'inquiète. Aujourd'hui ce sont des footballeurs, demain ce sera le tour d'autres spécialistes. (...) On a l'impression que Zavarov est tout bonnement une marchandise entre les mains de son club».

Bien sûr, ce lecteur outragé vivait dans une société où il n'était pas encore acquis comme un fait immuable que l'homme n'est qu'une marchandise dont la seule valeur est sa force de travail, et encore, pas pour tous et jamais pour très longtemps.

Il y a environ un mois, la presse sportive européenne unanime chantait les louanges de l'attaquant français Thierry Henry pour avoir prolongé son contrat avec son club par «*respect pour l'amour que ses supporters lui vouaient*». L'amour du maillot existe-t-il encore? On serait tenter de le croire si le montant de son contrat ne lui garantissait 160.000 euros par semaine pendant 4 ans. L'amour tarifé, ça porte un nom, non?

Qu'il soit meilleur que les autres ne fait aucun doute, mais cela mérite-t-il un tel salaire? Les propriétaires de son club vous répondraient certainement en

termes de vente de maillots en Asie, de droits de retransmission télé ou de valorisation de l'image de marque du club.

D'ailleurs, les clubs ne veulent plus que cette image de marque soit entachée par des supporters braillards ivrognes et bagarreurs. Les tribunes se sont transformées en loge VIP, les aficionados étant priés de rester chez eux à



regarder le match à la télé. Au-delà de l'accumulation capitaliste propre à toute entreprise, même sportive, il est d'autres aspects qui font du football actuel un nouvel opium du peuple.

Dans un film des années '70, Félicien Marceau faisait dire à un de ses personnages, propriétaire à la fois de l'usine et de l'équipe de football de la ville: «*J'entretiens 11 imbéciles pour en calmer 800*». Les Français oublieront-ils vraiment les scandales politiques et délocalisations à répétition si les bleus font une bonne coupe du monde? De Villepin semble vraiment espérer que le football possède des vertus opiacées. La dictature argentine a-t-elle réussi, au moins temporairement, à faire oublier ses exactions en organisant et gagnant la coupe du monde de '78? C'en était pourtant le but avoué. On ne

peut pas être des salauds puisqu'on est champions du monde! Et que dire sur la polémique entourant la venue du président iranien pour supporter son équipe en Allemagne?

Réflexion entendue dans un café de Barcelone. L'avant-centre du *Barça*, un talentueux joueur camerounais, avait réduit sa Mercedes V12 à l'état d'épave, et expliquait que ce n'était pas grave, car il avait 4 autres voitures de grand sport. Un jeune lecteur catalan nous gratifia d'un «*Quand même, lui, il a tué tout le monde!*» Par là, il entendait que ce joueur, né très pauvre au Cameroun, avait réussi à battre le système.

Car dans notre société marchande, n'est ce pas le seul espoir que nous laissons aux jeunes de banlieue? Nicolas Anelka en est un exemple flagrant: originaire de la ville de Trappe en banlieue parisienne, il fut vendu à *Arsenal* pour 4 millions de francs par le *PSG* avant d'être racheté 4 ans plus tard par cette même équipe pour 375 millions aux Espagnols du *Real*. Mauvaise opération pour le *PSG*, certes, mais quel exemple pour les jeunes de Trappes!

Que penserait donc notre lecteur soviétique d'une société où la jeunesse pense avoir plus de chances de s'en sortir comme sportif ou chanteur de rap que comme ingénieur, et pour qui la société n'est plus quelque chose au sein de laquelle il faut s'intégrer mais une ennemie qu'il faut battre?

Allez, oublions la crise, oublions les scandales politiques, ce soir, les bleus, les rouges ou les jaunes vont gagner, pour une fois, nous ferons partie des vainqueurs et ton fils sera peut-être le prochain Zidane...

Le salaire de Thierry Henry, il sert aussi à ça.

Jérôme HILI

Où va la FGTB ?

La confédération syndicale belge d'obédience socialiste vient de traverser quatre mois de Congrès statutaire, du niveau des régionales (7 flamandes, 10 wallonnes et 1 bruxelloise) jusqu'au niveau fédéral, en passant par les trois interrégionales (Flandre, Wallonie, Région bruxelloise) et un certain nombre de centrales professionnelles. Ces réunions avaient pour objectif principal le renouvellement des plus hauts responsables de la FGTB, suite à la fin du mandat et la mise à la retraite des deux leaders fédéraux, André Mordant (président) et Xavier Verboven (secrétaire général). Cela a également eu des répercussions directes sur les interrégionales puisque, depuis quelques années, le président et le

Parlement européen après avoir été mise en minorité sur une série de dossiers dont celui de la «modernisation» des structures syndicales où elle s'est heurtée à la conjugaison de deux forces pourtant contradictoires: d'une part, le conservatisme des centrales vis-à-vis de leur autonomie par rapport aux instances interprofessionnelles et, d'autre part, une résistance forte des militants syndicaux s'opposant à une mutation vers un syndicalisme d'accompagnement de cogestion à l'allemande, recentré sur des activités essentiellement de services. A suivi une série de tensions et de dissensions entre l'organisation syndicale et les partis (PS et SP.a) que la FGTB a toujours considéré comme ses «relais naturels».

ayant préféré la passivité) et surtout la mobilisation de plus de 100.000 travailleurs pour une manifestation nationale. Les perspectives pour le futur pacte dit «de compétitivité» et les négociations du prochain AIP (Accords interprofessionnels) ne semblent pas annoncer de meilleurs moments, que du contraire, les rares éléments filtrant jusqu'à présent étant de nature à hérissier le poil de plus d'un syndicaliste. Ainsi, il est plus que probable que le second semestre 2006 sera passablement agité...

Document de premier plan

La FGTB wallonne a profité de cette dynamique de congrès pour renouer avec une tradition de «grande élaboration programmatique» de fond et a offert aux congressistes wallons un document idéologique de premier plan, certains intervenant au congrès donnant à celui-ci – *mutatis mutandis*⁽¹⁾ – une valeur proche des fameux congrès sur les «réformes de structures anti-capitalistes» ou le «contrôle ouvrier». Ce document, intitulé «+ d'État, pour + de démocratie et + d'égalité», tire un bilan sans fard de l'évolution de l'État et des services publics, en tant que mécanisme de redistribution des richesses. Il examine la façon dont les politiques néolibérales ont dépossédé l'État de ses pouvoirs régulateurs, il analyse les différents modes de déconstruction de l'État-providence et la destruction de ses «filets» de sécurité sociale et, surtout, il formule des réflexions sur les axes de résistances possibles, sur les nouveaux acquis à construire.

Les échos du congrès de l'ABVV qui nous sont parvenus font état de nombreuses interventions prônant la mobilisation et des combats contre les «pacte des générations», accompagnées de critiques acerbes contre le SP.a allant parfois jusqu'à des appels à la rupture des liens traditionnels. Dans une résolution du congrès, la FGTB flamande donne «une évaluation en grande partie négative au SP.a qui ne

clip vidéo, dont les «épisodes manquants» en disaient beaucoup plus que ceux mis en avant – tel le silence quasi complet sur le contrôle des chômeurs, les astreintes multiples durant les grèves de 2005 ou encore les discours très antisyndicaux des ministres sociaux-démocrates durant les luttes contre le «pacte des générations», le tout «rehaussé» par la présence finale des Elio Di Rupo, Frank Vandembroucke et Johan Van de Lanotte. Mais leur présence n'a suscité que de très faibles applaudissements et quelques sifflets...

Les antécédents de Mordant

Certains pourraient se rappeler qu'il y a 20 ans, lors de ce grand conflit inaugural de la destruction des services publics et des privatisations que furent les longues grèves de la ville de Liège, un des fossoyeurs de la lutte fut un certain André Mordant. Parachuté par les instances nationales de la CGSP à la demande du PS, il fut chargé de retirer leurs mandats syndicaux aux délégués combattifs du personnel communal. On peut également se souvenir qu'un accord en faveur du précédent AIP avait été défendu par l'ancienne direction avant d'être rejeté majoritairement par la base, que le ton donné au départ des négociations sur le «pacte des générations» avait démarré sur des déclarations de compromis faites par André Mordant et que c'est à la faveur d'un long congé maladie de celui-ci, et son remplacement par Jean-Claude Vandermeeren, secrétaire générale de la FGTB wallonne, que la voix de la base a commencé à se faire entendre jusqu'au sommet et que la résistance a enfin pu s'exprimer. D'autres songeront au fait que le sommet de l'ABVV n'est plus occupé que par des «syndicalistes» issus des services d'étude sans aucune, ou presque, expérience en entreprises; que Rudy de Leeuw fut longtemps le «bras droit» de Mia de Vits (à laquelle a succédé Mordant) et le porte-plume de nombre de ses discours, à tel point que lorsque celle-ci lâcha la direction du syndicat pour une sinécure politique au

SP.a, la candidature de de Leeuw à la succession fut rejetée, y compris au sein même de l'ABVV. Les discours de façade sur l'unité fédérale de la FGTB et son profil de combat camouflent mal la crise de confiance entre la base et une bonne partie des sommets syndicaux. Certes, le tableau n'est pas totalement sombre: il faut notamment saluer les efforts combattifs de certains responsables d'Interrégionales, de régionales ou de centrales. On songera en particulier à J.-C. Vandermeeren à propos de l'activation des chômeurs et de la résistance au «pacte des générations», aux secrétaires régionaux de Liège, Verviers et Charleroi sur les mêmes sujets, ainsi que sur la réforme des temps partiels ou la lutte des sans papiers, au président et aux responsables CGSP pour leur analyse critique et leur rejet du projet de Constitution européenne. Certes, ils seraient sans doute moins enclins à de telles prises de position en l'absence d'une base active et vivante, sensible aux revendications des travailleurs et des allocataires sociaux. Certains doivent encore être jugés sur leurs actes, comme la nouvelle présidente wallonne, Anne Demelenne, qui bénéficie d'une réputation positive comme déléguée, puis permanente SETCa du secteur commerce. L'articulation de ces deux éléments est le point d'appui incontournable des mobilisations à venir. Pour faire face aux défis annoncés par la rentrée et pour contraindre les sommets de la bureaucratie syndicale à ne pas céder aux attaques convergentes du gouvernement et de la FEB, les travailleurs, les militants et les délégués syndicaux vont devoir maintenir une pression continue. Ils en ont les capacités, ils l'ont démontré encore récemment. Le défi est donc de pouvoir s'organiser, y compris pour un contrôle direct de la direction syndicale, plutôt que, après avoir obtenu gain de cause contre elle, devoir à nouveau confier son sort à la même direction compromise...

Sébastien BATAILLE

⁽¹⁾ «en changeant ce qui doit être changé».



Rudy de Leeuw, nouveau président de l'ABVV

secrétaire général sont également présidents respectifs des interrégionales flamande et wallonne. C'est ainsi que, dans le cadre de l'alternance linguistique, Rudy de Leeuw, nouveau président de l'ABVV (FGTB flamande) a accédé également à la présidence fédérale et qu'Anne Demelenne, nouvelle présidente de la FGTB wallonne, est devenue secrétaire générale fédérale.

La FGTB a organisé cette passation de pouvoir entre deux grandes périodes de turbulences et de conflits sociaux. D'abord, ce fut le départ «précipité» de Mia De Vits de la présidence de la FGTB pour un «strapontin SP.a» au



La nouvelle présidente wallonne, Anne Demelenne

met pas suffisamment de poids dans le soutien aux objectifs de la FGTB». C'est pourquoi le congrès entend que l'interrégionale «évalue en profondeur la relation avec le SP.a».

Les deux congrès ont également pris des positions fortes contre toute modération salariale, en particulier par rapport à l'explosion des rétributions des managers et des actionnaires, des licenciements boursiers dans les entreprises aux bénéficiaires plantureux, etc.

Après ces deux congrès, nombre de militants et délégués s'attendaient à un congrès fédéral qui dépasse le simple passage de témoins des anciens aux nouveaux responsables et qui entame les préparatifs d'une future mobilisation avant l'ouverture des négociations sur le nouvel AIP et le soi-disant pacte de compétitivité. Rapidement, il a fallu déchanter face à ce show à l'américaine, animé par deux présentatrices vedettes de la RTBF et de la VRT, s'ouvrant sur un discours lénifiant d'un responsable de la CES (Confédération européenne des syndicats, lobby financé à 80 % par l'UE pour faire avaler sa politique libérale) et où la présentation du rapport d'activité est remplacée par un